



Réseau

Education
et Solidarité



RAPPORT D'ACTIVITES 2012

INTRODUCTION

Après une période initiale de lancement des activités, faite d'explorations et d'ouverture aux différentes possibilités, nous avons choisi de recentrer nos efforts en 2012 sur des projets prioritaires, afin de démontrer par des réussites de terrain la valeur ajoutée du Réseau. Nous avons en parallèle cherché à consolider notre base adhérente et partenariale. Nous avons enfin assis notre rôle de promotion de la protection sociale solidaire au niveau international.

1. Des projets plus ciblés pour démontrer la valeur ajoutée du Réseau

1.1. *Création et développement de mutuelles*

Depuis sa création, le Réseau s'est engagé aux côtés d'un certain nombre de syndicats ou d'organisations qui souhaitaient étudier, mettre en place ou développer des systèmes de protection sociale solidaires, principalement sur le modèle mutualiste. Il s'agit d'un travail de longue haleine, dont les résultats ne sont pas immédiats. Nous avons donc décidé de limiter nos efforts sur des projets ayant de plus fortes chances d'aboutir et présentant une valeur d'exemple.

C'est ainsi que nous avons travaillé avec les syndicats de l'éducation du Burkina Faso, ainsi qu'avec une ONG locale, ASMADE, pour le lancement d'une mutuelle de l'éducation dans ce pays. Les travaux menés ont abouti au lancement d'un projet de mutuelle pour l'enseignement fondamental, soutenu par l'ensemble des syndicats concernés. La MGEN, SOLIDARIS et la CSQ soutiennent le projet en termes d'expertise. Surtout, le projet sera mené avec l'ONG locale ASMADE, dont la mission consiste au développement de couverture maladie mutualiste dans le pays. Le projet sera donc articulé avec des mutuelles communautaires. Il bénéficiera par ailleurs d'une dynamique de création d'un socle de protection sociale soutenu par P4H (programme soutenu notamment par le BIT et l'OMS). 2013 devrait voir le projet se concrétiser.

Ce projet est exemplaire par la mobilisation des acteurs de terrain et par l'articulation avec le contexte national de la protection sociale.

Le deuxième projet sur lequel nous avons concentré nos efforts a été le développement de la mutuelle de l'enseignement public (MESP), initiative du Ministère de l'Éducation de RDC. Ce projet, initié en 2009 avec la Mutualité Neutre de Belgique, a vocation à couvrir dans un premier temps les professionnels de l'éducation de Kinshasa, avant de s'étendre à l'ensemble du pays. Ce projet a le mérite de bénéficier d'une base technique et logistique sérieuse, qui a déjà permis aux professionnels de l'éducation de Kinshasa et à leurs familles de bénéficier de soins gratuits. Le Ministère a engagé des fonds importants pour développer cette mutuelle. Mais cette base est encore fragile, et le réseau et la MGEN se sont engagés aux côtés du Ministère et des syndicats membres de l'IE autour de deux axes de travail, définis lors d'une mission en septembre 2012 :

- la pérennisation de la structure, autour d'un équilibre technique aujourd'hui non garanti ;
- la structuration d'une gouvernance à la fois garante d'efficacité et représentative des professionnels de l'éducation couverts.

Ce projet est exemplaire par le sérieux de sa construction technique, mais aussi par la construction nécessaire d'un équilibre entre efficacité et représentation et responsabilisation des représentants des usagers. Un plan d'actions a été défini pour 2013, avec la volonté d'aboutir à une optimisation de la gestion et de la gouvernance par la formation et l'apport d'expertise.

1.2. Formation, éducation et diffusion d'une culture de la protection sociale

Nous sommes là au cœur de ce qui est attendu du Réseau : la mobilisation du monde éducatif et de l'économie sociale pour favoriser la formation de cadres professionnels et dirigeants, d'initier et de soutenir des actions d'éducation à la protection sociale et de prévention santé, et dans une perspective à plus long terme, de contribuer à l'émergence et au développement d'une culture de la protection sociale.

Comme pour la création de mutuelles, le Réseau s'est concentré en 2012, et poursuivra ses efforts au premier semestre 2013, sur des projets pilotes à même de montrer l'intérêt de nos démarches tout en constituant des applications à même de servir de références.

En matière de formation mutualiste, le Réseau s'est concentré sur le renforcement de son réseau de compétences universitaires et professionnelles :

- création d'un premier module autour de la Mutualité par la MGEN avec l'Université de Versailles St Quentin ;
- consolidation des contacts avec d'autres partenaires pour élargir cette première contribution avec des monographies nationales / régionales et la constitution d'un corpus de doctrine international, avec IRECUS – Université de Sheerbrooke (Canada) et les universités d'Argentine et AFECYM.

Un travail a été fait pour constituer un cadre de référence pour des programmes de formation et d'éducation à la protection sociale, intégrant la Mutualité. Ce cadre, constitué à partir d'éléments apportés par notre partenaire le CIESS, et avec le soutien du BIT, a vocation à alimenter des programmes de formation syndicale et d'éducation à la protection sociale. Une enquête lancée avec l'IE en octobre 2012 a permis de recueillir des informations et des réactions d'affiliés sur ce sujet, qui vont permettre un ajustement de notre cadre et de notre stratégie au premier semestre 2013.

En ce qui concerne la formation et la mobilisation syndicale, il faut noter une première réunion organisée avec le BIT et le CIESS à Mexico, en janvier 2012, avec les syndicats de 6 pays d'Amérique Latine, pour entamer une mobilisation du monde de l'éducation autour de la protection sociale. Par ailleurs, une première expérience de formation concernant la protection sociale a été menée avec l'UNSA-Education et ETUI à Bruxelles à l'automne 2012. Sur cette première base, une formation organisée par le Réseau sera mise en application au premier semestre 2013.

Un premier programme d'éducation en protection sociale est en cours de développement, depuis la rentrée de septembre 2012, avec SOLIDARITE LAIQUE et la MGEN, en Haïti. Le résultat des travaux en cours sera disponible dans les écoles à partir de septembre 2013.

En matière de prévention, la décision a été prise de concentrer nos efforts sur la santé au travail des professionnels de l'éducation, un champ vaste et malheureusement peu défriché à ce jour au niveau international. Une enquête a été lancée avec l'IE auprès des adhérents en octobre 2012, suscitant de nombreuses réactions et propositions. Parallèlement, les membres du réseau qui avaient décidé de travailler sur ce sujet après l'AG de 2011 se sont réunis en séminaire à Paris en décembre, afin de cadrer de futures actions autour de la recherche et d'un travail portant sur les déterminants de la santé sur les lieux de travail. Ont participé aux travaux, physiquement ou par des contributions : NEA HIN / NEA MB (Etats-Unis), THF (Australie), CSQ (Canada), SOLIDARIS (Belgique), MGEN (France), UNSA-E (France), l'IE.

1.3. *Solidarité concrète*

C'est le seul axe pour lequel nous n'avons malheureusement pas pu aboutir à un projet. Une tentative a été menée avec les syndicats et le mouvement mutualiste en Grèce, mais le projet n'a pas abouti.

Nous avons donc décidé d'attendre qu'un des projets de création de mutuelle aboutisse, afin d'envisager une éventuelle application du programme de l'Euro solidaire, pour lequel la CSQ et la MGEN se sont déclarés prêts à agir, si les conditions sont réunies.

1.4. *Partenariats et échanges*

Les échanges bilatéraux ont été poursuivis entre la MGPAP et la MGEN, cette dernière apportant son expertise à la mutuelle marocaine pour son important projet de séparation des métiers d'assurance et de soins de santé.

D'un point de vue multilatéral, les efforts ont été concentrés autour de deux projets principaux :

- un voyage d'étude au Japon, autour des enjeux de la dépendance ; ce voyage a permis d'établir le contact avec JTU et la mutuelle de l'éducation, et de construire un partenariat pour l'organisation d'une conférence internationale sur la question de la perte d'autonomie en 2013 ;
- un séminaire international sur les questions de santé au travail (v. ci-dessus) et sur la question difficile, pour les mutuelles et entreprises de services aux adhérents, comme pour les syndicats, de la fidélisation de la base adhérente.

1.5. *Plaidoyer et communication*

Dernier axe de travail, plus transversal et apportant un support aux autres projets, les activités de plaidoyer et communication ont joué un rôle important pour dynamiser le Réseau et lui apporter visibilité et élargissement de la base de recrutement.

Le Réseau a poursuivi son implication dans les travaux de la **Coalition pour l'Initiative des Nations Unies pour un Socle de Protection Sociale**, au sein de laquelle il est une des 3 ONGs associées aux côtés des agences des Nations Unies, du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Mondiale et de Gouvernements. Nous avons notamment marqué l'importance de la place des professionnels de l'éducation dans les stratégies d'éducation en protection sociale, lors d'une réunion de la coalition à New York en janvier 2012.

Le Réseau, par son Délégué Général, a participé activement aux travaux de **l'AISS** sur l'extension de la protection sociale par les mutuelles et sur l'autonomisation des citoyens en matière de protection sociale. Un séminaire s'est tenu à la MGEN en septembre 2012 sur le deuxième thème, et des rapports seront publiés courant 2013 sur les deux sujets.

De même, le Réseau a été très impliqué dans les travaux du **GIP SPSI (France)** sur la protection sociale dans l'informel, et ses contributions ont été prises en compte dans le rapport de la commission, ainsi que lors d'un séminaire en novembre 2012.

En Amérique Latine, le réseau a été invité à participer à une rencontre parlementaire autour de l'éducation en protection sociale organisé par le **CIESS** à Buenos Aires, en novembre 2012. Lors de cette rencontre, des travaux ont été menés avec les syndicats présents (SEC, Costa Rica et CGTEN-ANDEN, Nicaragua) avec le CIESS.

Enfin, le Réseau a maintenu son effort en matière de **communication**. Il a notamment mis en place un site Web collaboratif pour les adhérents du réseau, afin de permettre le travail en groupe avec des outils comme le partage de documents et la visioconférence. Cet outil a notamment été utilisé intensivement pour préparer le séminaire international de décembre 2012.

2. L'organisation du Réseau

Le Réseau n'a pas connu de changements significatifs en termes d'organisation en 2012.

3. Les adhésions et soutiens au Réseau

Le fonctionnement en réseau que nous avons adopté implique, comme nous l'avons vu dans le point 2, que le siège du Réseau reste une simple tête de réseau, les activités étant développées par les adhérents et des partenaires. Le développement des adhésions et des partenariats est donc une condition sine qua non de la réussite du Réseau !

En termes d'adhésions, le Réseau a élargi sa base en Amérique Latine et a maintenu sa base adhérente ailleurs, pour ses membres actifs comme pour les membres associés. L'engagement des membres les plus importants a permis, et hommage doit leur en être rendu, de mener des actions de qualité pendant l'année.

Il faut souligner, même s'il ne s'agit pas d'une adhésion, que le Réseau est depuis 2012 devenu partie intégrante du **CSFEF**, dont il constitue le bras armé en matière de protection sociale.

En ce qui concerne **les partenaires financiers**, une première contribution est venue de la FONDATION POUR LE PROGRES DE L'HOMME, en appui à notre engagement dans des programmes d'éducation en protection sociale, et avec une volonté de développer en commun un travail sur la responsabilisation des acteurs dans le domaine de la protection sociale. Les 10 000 € versés fin 2012 serviront principalement à financer des actions en matière d'éducation et de formation syndicale. D'autres contacts devraient déboucher en 2013, notamment pour des programmes animés avec l'IE.

I

CONCLUSION

2012 fut une année de travail plus discret, de concentration sur des actions prioritaires, avec la volonté d'aboutir à des résultats probants. Ces résultats commenceront à être visibles avant l'AG de juillet 2013. Ils devront nous servir de fondement pour développer une stratégie ambitieuse en vue de l'AG de 2015 et du Congrès de l'IE.